

Préparer la mobilisation nationale pour interdire le vote des budgets de guerre du gouvernement Macron-Barnier

Ci-dessous l'intervention Émancipation dans le débat général au CDFN de la FSU (instance nationale de la fédération) des 15 et 16 octobre.

Le gouvernement a dévoilé la semaine dernière les projets de budgets : **Projet de loi de finances** (PLF) et **Projet de loi de finance de la Sécurité sociale** (PLFSS). Sans surprise, il s'agit pour lui de faire payer aux salariés les largesses accordées aux possédants (exemptions d'impôts, exonérations de cotisations, subventions pour l'apprentissage ...).

Alors qu'il prétend, à titre temporaire, taxer les plus riches, il prépare surtout 40 milliards d'euros d'économies.

- 5 milliards de coupes pour les collectivités territoriales ;
- Suppression de 4000 postes d'enseignants, alors même que les écoles et établissements sont à l'os, ce qui occasionnerait des cartes scolaires, des DGH catastrophiques, dans la continuité du rapport des inspections générales ;
- Poursuite du gel du point d'indice ;
- 5 milliards d'économies supplémentaires seront précisées dans les débats.

Par ailleurs 15 milliards de coupes sont annoncées dans le budget de la Sécurité sociale (baisse de la part de remboursement sécu pour les consultations confirmant la logique régressive de la complémentaire santé obligatoire. Gel des pensions, baisse des indemnités journalières...

Et de nouvelles taxes ou hausse de la TVA sur l'électricité ou le gaz vont aggraver les conditions de vie

Ce budget est inacceptable. Son adoption ouvrirait par ailleurs la voie au retour annoncé de plusieurs réformes : poursuite du choc des savoirs, projet de loi Guérini contre la fonction publique ...

Et par ailleurs, ce projet de budget ne peut être déconnecté de l'offensive contre l'Enseignement public, avec notamment :

- La volonté d'évincer nombre d'élèves du système scolaire dès le collège,
- Le processus de militarisation de l'école qui s'étend de façon multiforme, insidieuse : classes engagées du SNU, classes défenses, trinômes académiques, tenue uniques...

- Les multiples mesures pour mettre au pas les personnels enseignants : stages de « formation » /formatage des professeurs, personnels de directions convoqués sur des camps militaires en jogging voire en treillis sous couvert de « stages de prévention », etc.

Alors, non, le SNU n'est pas un « gadget », ni une « *hypocrisie* », ni un « *outil vide de sens* »¹. Et on voit maintenant s'installer devant des lycées des « kiosques de l'engagement » avec des représentants de l'armée² !

Ce projet de budget intervient après des mobilisations importantes : celle contre les retraites, puis contre le choc des savoirs. Il intervient après les défaites de Macron aux différentes élections, et le score très faible des LR, traduisant la volonté d'en finir avec cette politique. Mais ce gouvernement illégitime et fragile veut poursuivre la même politique, aller plus loin.

L'annonce d'une nouvelle loi immigration indique sa détermination à obtenir l'appui du RN. Il cherche aussi à diviser pour entraver les résistances.

Assurément, la FSU doit combattre ces projets de budgets. Mais quand on lit qu'elle les combattrait « *en montrant que d'autres choix budgétaires et éducatifs sont possibles* », faut-il comprendre qu'il s'agirait de rentrer dans une démarche d'interpellation des députés, dont la majorité est acquise au fait de faire payer les travailleurs ?

Faut-il s'attendre de nouvelles journées d'action, alors même que des journées éparses sont déjà annoncées (dans la santé, pour les retraités...) ?

La responsabilité de notre fédération est d'annoncer qu'elle fera tout pour empêcher l'adoption de ces budgets. Cela implique de préparer une mobilisation nationale sur cet objectif et de s'adresser en ce sens aux autres syndicats, pour gagner.

C'est en infligeant une défaite au gouvernement qu'il sera possible d'imposer d'autre choix budgétaires et d'ouvrir la voie à la satisfaction des multiples revendications du monde du travail.

Amendement Émancipation sur le texte action :

Le PLF et le PLFSS constituent une offensive sans précédent depuis des dizaines d'années contre le monde du travail et en particulier contre la fonction publique, les personnels et la jeunesse.

La FSU décide de préparer une mobilisation nationale (grève et manifestation) pour empêcher l'adoption des projets de budget du gouvernement Barnier ; elle s'adresse en ce sens aux autres organisations syndicales.

Une défaite du gouvernement sur le budget contribuerait à créer modifier le rapport de force nécessaire pour arracher la satisfaction des revendications.

Deux autres motions : sur « l'action » et « Palestine-Liban » (à lire sur le site national)

¹ cf la tribune parue dans Le Monde, 2 oct 2024 https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/10/01/le-service-national-universel-est-une-hypocrisie-et-une-gabegie-financiere-il-est-temps-de-l-abandonner_6340849_3232.html

² <https://www.ac-lyon.fr/les-kiosques-de-l-engagement-129144>